



**L'État haïtien, depuis une douzaine d'année, a entamé une réforme budgétaire de la République. Le directeur général du budget a annoncé, jeudi à Port-au-Prince, que le gouvernement actuel s'engage à mener à terme ce processus,** appris Haiti Press Network.

Abel Métellus, directeur général du budget, a insisté sur la nécessité pour que la [réforme](#) budgétaire puisse être arrivé à terme.

« Il faut que les ressources "économiques" puissent être augmentées afin que le pays dépend de moins en moins de l'international », a fait savoir Abel Métellus.

« À travers la réforme, a indiqué M. Métellus, le gouvernement décide de faire une meilleure gestion des fonds du pays, car cette réforme a pour objectif d'adresser mieux le problème des citoyens afin que l'État puisse répondre à leurs besoins. »

Abel Métellus a fait ces déclarations, en présence de plusieurs cadres de l'administration publique, lors d'un débat dans le cadre de "les jeudis de la **gouvernance publique**", qu'organise le projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti (PARGEP).



L'économiste Kesner Pharel, qui a intervenu aussi dans la conférence-débat sur la problématique de **genre**, a jugé bon que le gouvernement puisse se lancer dans une telle démarche, compte tenu de nombreux problèmes sociaux-économiques auxquels la population est confrontée.

Pour Pharel, les problèmes liés à l'exécution du budget ne pouvaient être résolus, s'ils sont restés au contrôle du gouvernement uniquement.

« Il faut que le Parlement, la Cour supérieur des comptes et du contentieux administratifs et la société civile s'impliquent davantage, en exerçant leur pouvoir de contrôle », a-t-il dit.

Le journaliste-économiste a, du coup, invité les acteurs concernés, dont les ministères – outre le ministère à la condition féminine et aux droits de la femme – à mieux faire la répartition de leur **budget de fonctionnement** en tenant compte des besoins réels de femmes, en particulier.

Écrit par SFD/HPN  
Jeudi, 14 Mars 2013 16:54

---

« Il y a beaucoup de problème : le taux de mortalité maternelle et infantile, le taux de chômage des femmes, le 'maigre' revenu des femmes dans les entreprises... sont un ensemble de problèmes entre autres qu'il faut résoudre dans l'avenir sinon on aura pas de développement », a signalé Kesner Pharel.



L'avocate Mona Jean, membre du cabinet de la ministre à la condition féminine, a attiré l'attention des décideurs sur la nécessité pour intégrer la dimension genre dans le budget de la République.

« Il n'y a pas de considération de sexe dans le paiement de taxes dans le pays, a indiqué Me Mona Jean. Aussi, il y a une importance pour le gouvernement de tenir compte des besoins et intérêts des femmes et garçons dans la répartition du budget du pays ».

Selon Mona Jean, la discrimination à l'égard des femmes dans le budget se manifeste d'une manière spécifique : le montant du budget alloué au ministère à la condition féminine, et, d'une manière transversale dans la répartition des montants pour les activités sociales liés aux femmes à travers les autres ministères.

Abel Métellus, Kesner Pharel et Mona Jean ont intervenu, à tour de rôle, à la conférence-débat du PARGEP, déroulé ce jeudi au ministère de la planification et de la coopération externe sur le thème : « Réforme budgétaire et budgétisation sensible au genre. »

## Haïti-Finances Publiques : Vers une réforme budgétaire de la République

Écrit par SFD/HPN  
Jeudi, 14 Mars 2013 16:54

---

Sylvestre Fils Dorcilus

sylvestref.d@hpnhaiti.com

Twitter : @hpnhaiti / @sfdorcilus

Photos : SFD